

Manifeste



de la refondation de l'État-nation

Pour une Haïti souveraine, prospère,
inclusive et stable



Préambule

Haïti fait aujourd’hui face à des défis majeurs : instabilité politique, insécurité généralisée, impunité, corruption, récession économique, pauvreté extrême, risques sismiques et dégradation environnementale. Depuis plusieurs décennies, des convulsions sociales et politiques entraînent irrésistiblement le pays vers l’abîme et le chaos.

Le premier déterminant majeur de la crise structurelle affectant aujourd’hui Haïti est la malformation congénitale de l’État haïtien, le processus débouchant sur sa naissance étant une conséquence non recherchée de l’action des élites politiques coloniales, dont l’intention originelle n’était pas de fonder un pays, mais un protectorat.

Cette malformation congénitale imprime au jeune État haïtien ses principaux défauts : elle fait de lui un État antinational, sexiste, faible, despote, répressif, corrompu et prédateur.

Les élites haïtiennes ont de surcroît construit le nouvel État sur les ruines et les cendres de Saint-Domingue. La fuite des capitaux, de la technologie et du savoir-faire, à cause de la guerre d’indépendance et de ses ravages, l’isolement du nouvel État, l’hostilité et le sabotage des grandes puissances colonialistes et esclavagistes de l’époque, l’impréparation des élites politiques et l’étroitesse de leur base de recrutement, constituent autant d’obstacles à la construction d’un État moderne en Haïti.

Face à l’effondrement de l’État, à l’écroulement de l’économie, à la désarticulation de la société et à l’égarement des élites, que faire ?

- ▶ Une succession de crises économiques et financières, la dépréciation de la gourde résultant de l'inflation, la « rançon » de l'indépendance, les pressions et agressions des puissances occidentales (Allemagne, Angleterre, Espagne, France) réclamant des indemnités au profit de leurs ressortissants, la corruption généralisée, la contrebande, la collusion entre commerçants étrangers et hauts fonctionnaires pour piller le Trésor public, sans oublier les rivalités au sein de l'oligarchie militaire, ont concouru à la désintégration complète du double monopole de la contrainte physique et de la fiscalité qui conduira à l'occupation américaine de 1915.
- ▶ L'occupation américaine entre 1915 et 1934 a créé l'illusion d'un État moderne en Haïti en lui permettant d'occuper, de contrôler et d'organiser son espace territorial, de disposer des ressources indispensables à son bon fonctionnement, au respect de ses obligations tant sur le plan interne qu'externe, à la réalisation de grands travaux publics. Mais ces progrès ne résisteront pas aux effets combinés de l'explosion démographique, des catastrophes naturelles, des mutations sociales et du processus de bidonvillisation et de ruralisation des grandes villes des années subséquentes.
- ▶ La monopolisation de tous les centres de décisions par la « bourgeoisie d'État » mulâtre, oisive, improductive, hédoniste et vénale ; le modèle dominant d'accumulation basé sur la captation de la rente (agricole, commerciale, monétaire, extractive) à travers la spéculation, le sabotage de la concurrence, la fabrique des monopoles commerciaux ; la poursuite des pratiques néopatrimoniales dont le népotisme, la corruption, la personnalisation du pouvoir et la mainmise d'un petit groupe sur la machine étatique, précipiteront de nouveau la faillite de l'État.

Dans ce système politique anti-national, la crise, le coup d'État et les magnicides constituent les véritables mécanismes d'alternance politique, en lieu et place des élections qui ne sont plus que des primes à la violence et à la distribution de l'argent sale.

- ▶ Plus tard, la corruption généralisée, la contrebande et le trafic d'armes et de drogue au plus haut niveau de l'État post-duvalierien accélèrent le processus de décomposition de ses appareils répressifs et administratifs. L'État néocolonial haïtien est vite devenu un narco-État.

Les élites économiques et politiques haïtiennes, ainsi que la communauté internationale sont coresponsables de ce désastre.

Face à l'effondrement de l'État, à l'écroulement de l'économie, à la désarticulation de la société et à l'égarement des élites, que faire ?



Le mouvement

Le Mouvement Haïtien de Sauvetage National (MOHSANA) est un appel général à la mobilisation collective pour transcender les différences de classe sociale, de couleur et de genre, de même que les clivages religieux, idéologiques et politiques, pour relever, collectivement, les défis du moment.

- ▶ Le MOHSANA en appelle à la collectivité, aux forces vives et intégrées du pays, pour le sauvetage national. Il fait de la diaspora un atout majeur pour la contribution décisive des femmes, des hommes et de la jeunesse d'Haïti à l'émergence du nouvel État-nation.
- ▶ Le MOHSANA est un acte de foi dans le projet originel de faire d'Haïti une terre de liberté, d'opportunité, de solidarité, de justice et de bonheur pour chaque Haïtienne et chaque Haïtien de l'intérieur et de la diaspora.
- ▶ Le MOHSANA ne vise cependant pas la prise du pouvoir ; il aspire de préférence à influencer les organisations de la société civile et à orienter les politiques publiques pour l'avènement d'une nouvelle Haïti.
- ▶ Le MOHSANA propose des solutions concrètes pour un sauvetage national fondé sur la prospérité, la souveraineté, la solidarité, l'État de droit, la bonne gouvernance et la participation citoyenne.

Les jalons

Le MOHSANA propose une feuille de route comportant sept axes de réformes.

1. Sécurité et autorité de l'État

Rétablissement la Sécurité et l'Autorité de l'État

Doter l'État d'un appareil répressif autonome, agile et efficace, capable de garantir son double monopole de la violence physique et de la fiscalité. Renforcer les dispositifs de défense nationale. Mener un effort de guerre contre l'insécurité et bâtir en milieu rural et en milieu urbain des communautés sécuritaires. Veiller à la protection et à la réparation des victimes.

2. Gouvernance politique

Renouveler la gouvernance Politique

Mettre en place une gouvernance de transition basée sur la compétence et les plus hautes valeurs éthiques (intégrité, loyauté envers la république, justice, respect des droits et de la dignité de la personne), avec un mandat limité pour restaurer l'ordre public, épurer l'espace politique et jeter les bases de la refondation de l'État-nation. Renforcer les dispositifs de reddition de compte et des mécanismes de contrôle. Créer une Cour spéciale anti-corruption et promouvoir un nouveau leadership haïtien.

3. Institutions nationales

Renforcer les Institutions Nationales

Reconstruire et moderniser l'administration publique, lutter contre la corruption et l'impunité, et affranchir l'État de sa dépendance par rapport à l'aide externe.

Réformer les forces de sécurité intérieure. Réviser et appliquer la stratégie nationale de sécurité, dans ses composantes de renseignement, de prévention, de surveillance, d'alerte et de répression. Mettre en place le Conseil national de sécurité et de défense (CNSD), l'Agence nationale d'intelligence (ANI), le parquet national spécialisé dans les affaires antigangs, les tribunaux spéciaux, etc.

4. État de droit

Renforcer l'État de droit

Finaliser la révision de la Constitution pour renforcer la séparation des pouvoirs, garantir l'indépendance de la justice et instaurer des mécanismes de contrôle des mandats politiques. Finaliser les réformes législatives, poursuivre la lutte contre la corruption et lutter contre l'impunité. Renforcer la lutte contre le trafic d'armes, de drogue et de munitions.

5. Autodétermination et unité nationale

Réaffirmer notre autodétermination et construire l'unité nationale

Mettre fin aux tutelles et ingérences étrangères, redéfinir les relations avec les partenaires étrangers sur la base du respect mutuel et de la non-ingérence. Réformer l'aide publique au développement. Investir dans la souveraineté alimentaire et la souveraineté numérique. Organiser une grande conférence nationale pour définir ensemble un nouveau contrat social. Promouvoir la justice transitionnelle et mettre en place une commission vérité et réconciliation pour traiter les injustices passées et actuelles. Galvaniser l'engagement de la diaspora haïtienne dans ce projet de sauvetage national. Valoriser et protéger l'identité haïtienne. Valoriser la culture et les

œuvres haïtiennes. Valoriser le patrimoine matériel et immatériel d'Haïti. Mettre en place de mesures visant à prévenir ou à répondre aux violences sexuelles, au harcèlement et à la discrimination contre les femmes et les filles. Respecter le quota minimal de 30% de femmes dans les lieux décisionnels et de leadership. Protéger les populations déplacées internes et les personnes refoulées de l'étranger contre tout mauvais traitement physique, psychologique et discriminatoire et respect de leur droit de vivre dans la dignité.

6. Jeunesse

Mobiliser et former la jeunesse haïtienne

Mobiliser la jeunesse haïtienne à l'aide de programmes de formation, de création et d'entrepreneuriat dans les secteurs névralgiques de la vie nationale : le recensement et l'identification de la population, le recensement cadastral, l'innovation technologique, la cybersécurité et l'intelligence artificielle, la promotion de la culture haïtienne, l'agro-industrie, etc. Investir dans l'éducation de qualité pour tous.

7. Économie

Bâtir une économie résiliente et partager la richesse

Rompre avec les pratiques de l'économie de rente, relancer la production locale, encourager les investissements locaux et de la diaspora, soutenir l'entrepreneuriat, diversifier l'économie et assainir les finances publiques. Développer des programmes spécifiques d'encadrement et de soutien pour les organisations paysannes, les « madan-sara », les commerçantes du secteur informel. Investir dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'artisanat pour relancer la production nationale et réduire la dépendance aux importations. Accompagner

gner la jeunesse haïtienne dans ses initiatives entrepreneuriales. Renforcer les infrastructures nationales en reconstruisant des routes, en donnant accès à l'électricité basée sur des énergies renouvelables (solaire, hydroélectrique). Procéder à une grande réforme fiscale. Contrôler et diminuer l'inflation. Renforcer la monnaie nationale et réduire la dépendance du pays vis-à-vis du dollar américain pour les transactions locales. Adopter et faire respecter des lois strictes régulant l'exploitation minière, forestière et hydrique, en veillant à ce que les bénéfices profitent principalement à la population haïtienne. Créer un Fonds souverain de réparation et de reconstruction à partir de la récupération de la « rançon » de l'indépendance, de la restitution des fonds volés des caisses de la Banque nationale d'Haïti le 17 décembre 1914, de l'argent saisi du crime organisé transnational, du gel des avoirs des protagonistes du désastre haïtien contemporain, etc., pour prendre en charge les victimes de violence armée, organiser l'accueil et le soutien des déplacés internes et des personnes refoulées de l'étranger.

Conclusion

Le sauvetage d'Haïti ne viendra ni de l'étranger ni d'un miracle, mais d'un engagement collectif des citoyennes et des citoyens et d'une volonté politique ferme des élites haïtiennes.

Ce manifeste est un appel à l'action afin de reconstruire un État-nation pour une Haïti libre, prospère, indépendante et fière de son héritage.

Le peuple haïtien n'attend que vous pour renouer avec le génie fondateur de sa révolution et écrire un nouveau chapitre de son histoire, avec les lettres de dignité, de prospérité, d'équité, de solidarité et d'espérance. Qu'attendez-vous?



Manifeste


de la refondation de l'État-nation

www.mohsana.net